

Mercredi 10 novembre 2021 :

Pour sa neuvième allocution télévisée depuis le début de la crise sanitaire, Emmanuel Macron a fait du grand classique...

En résumé, un appel à l'esprit de responsabilité des 6 millions de non-vaccinés, avec comme hochet le passe sanitaire ; un rappel d'injection pour les plus de 65 ans sous peine de ne plus bénéficier d'un schéma vaccinal complet permettant de conserver ledit passe à partir du 15 décembre ; une 3e dose de vaccin pour les 50-64 ans dès le mois de décembre ; un maintien des prêts garantis de l'État jusqu'en juin 2022...

Rien de transcendant dans ces annonces qui interrogent sur la raison profonde d'une intervention ressemblant furieusement à un discours de campagne...

Malgré le décorum de l'Élysée, qui s'adressait aux Français hier soir ?

Il fallait trouver un prétexte mais la ficelle est tellement grosse qu'elle en deviendrait presque risible !

Car si la vraie finalité n'était pas d'occuper le terrain médiatique (*après le premier débat de la primaire de la droite et une journée de dupes à Colombey où pas moins de 9 candidats ont joué des coudes en croyant obtenir l'onction gaulliste*), quel besoin avait-il de nous asséner un énième satisfecit sur un bilan qui ne convainc que lui-même ou de dévoiler de nouvelles décisions qui relèvent du programme d'un candidat avec le slogan très balladurien "Croire en la France" ?

Alors, naturellement, on pourra toujours retenir qu'il n'y aura pas de réforme des retraites avant la prochaine présidentielle ; que les chômeurs qui ne cherchent pas activement verront leurs allocations suspendues ou qu'il entend relancer la création de réacteurs nucléaires...

Mais ce mélange des genres, dans le droit fil de sa précédente allocution du 12 juillet dernier (lire [communiqué UPF, 13/07/21](#)), devient lassant !

Quant à sa posture de protecteur de la Nation, elle est usée jusqu'à la corde, tellement le chef de l'État semble vivre dans un monde merveilleux alors que les Français subissent la baisse du pouvoir d'achat, l'inflation et l'insécurité.

Emmanuel Macron, qui veut faire du travail et de l'Europe ses marqueurs pour sa candidature, n'est plus "au-dessus de la mêlée" et il doit donc être traité comme tel.

C'est pourquoi, la seule question intéressante à se poser est celle de savoir si les 27 minutes de cette allocution seront réellement décomptées du temps de parole du candidat qu'il est déjà clairement. Car l'impartialité du CSA ne saurait être à géométrie variable et l'arrêt du Conseil d'État du 8 avril 2009 n'est pas fait pour les chiens !

Au final, c'est (malheureusement) la démocratie qui ne sort pas grandie de l'allocution panégyrique du candidat-président d'hier soir.